

NATIONS UNIES  
**Assemblée générale**  
QUARANTE-QUATRIÈME SESSION  
*Documents officiels*

CINQUIÈME COMMISSION  
6e séance  
tenue le  
lundi 9 octobre 1989  
à 10 heures  
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 6e SEANCE

Président : M. AL-MASRI (République arabe syrienne)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET  
RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.  
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,  
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,  
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un rectificatif distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE  
A/C.5/44/SR.6  
10 novembre 1989  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 15.

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite) (A/44/5/Add.1, Add.3, Add.4, Add.5 et Add.7, A/44/356, 537, 541, 543 et 544)

1. M. SACKLOWSKI (Chef de la Division des finances, du personnel et de l'administration du Fonds des Nations Unies pour la population) dit que le FNUAP apprécie grandement les travaux du Comité des commissaires aux comptes et fera tout son possible pour résoudre les problèmes relevés. Cependant, le FNUAP ne partage pas entièrement l'interprétation du Comité en ce qui concerne les décisions du Conseil d'administration et s'inquiète de voir que le Comité a une fois de plus assorti de réserves son opinion sur les comptes du FNUAP, en dépit des explications fournies et alors qu'il est évident que, dans bien des cas, le FNUAP, en tant qu'élément du système des Nations Unies, ne peut agir de façon autonome. Les comptes font l'objet d'améliorations constantes, mais celles-ci passent souvent inaperçues.

2. Les réserves émises par le Comité des commissaires aux comptes concernent l'absence de rapports vérifiés sur "l'état des fonds", qui auraient dû être soumis par les organismes des Nations Unies chargés de l'exécution, les gouvernements et les organisations non gouvernementales, le problème des engagements non réglés et la non-application du principe de la livraison, ainsi que la question de la démarcation entre les dépenses au titre des programmes et les dépenses d'administration. En ce qui concerne pratiquement tous ces éléments, la situation du FNUAP est la même que celle du PNUD; aussi n'y a-t-il pas lieu d'ajouter quoi que ce soit d'essentiel aux observations faites par le PNUD à ce sujet. Toutefois, pour ce qui est des ONG, le FNUAP a pris ses propres dispositions et il espère que les nouvelles directives qui seront publiées sous peu seront appliquées aussi largement que possible.

3. Le problème de la distinction entre les dépenses au titre des programmes et les dépenses d'administration, qui se pose également au PNUD, revêt toutefois des aspects qui sont spécifiques au FNUAP. Bien qu'on ait fait de la normalisation des états financiers des organisations et programmes soumis à vérification un objectif pour l'ensemble du système, le FNUAP, en tant que petite organisation, a estimé qu'il ne lui revenait pas de prendre l'initiative en la matière et a préféré se conformer aux pratiques établies par le PNUD. A la demande du Conseil d'administration, le FNUAP a mis au point des directives concernant les dépenses de personnel - domaine crucial - et poursuit l'élaboration de directives dans d'autres domaines. Depuis 1988, il n'y a pas eu au Siège un seul poste qui soit financé au titre des projets. Parallèlement, le FNUAP rend compte au Conseil d'administration des dépenses "floues", qui peuvent raisonnablement être considérées soit comme des dépenses au titre des projets, soit comme des dépenses d'administration. Ces dépenses représenteraient au maximum 300 000 dollars en 1988, soit 1 % du montant total des dépenses d'administration ou 0,2 % du montant total des dépenses au titre des projets. Il ne paraît guère pensable qu'un pourcentage aussi minime puisse justifier des réserves de la part du Comité des commissaires aux comptes.

(M. Sacklowski)

4. Plusieurs orateurs ont demandé quels efforts faisait le FNUAP pour que ses observations sur les commentaires et recommandations du Comité des commissaires aux comptes soient communiquées à celui-ci avant qu'il ne mette au point la version définitive de ses rapports, comme le FNUAP en a reçu l'instruction. Le FNUAP s'est conformé à cette instruction dans ses réponses aux rapports de 1986 et de 1987; s'agissant du rapport de 1988, il a fourni une réponse provisoire concernant les éléments qu'il considérait déterminants. Si le FNUAP a communiqué une réponse partielle avant la date limite et une réponse définitive après la date limite, c'est parce qu'en juin 1989, tout comme le PNUD, il disposait de deux semaines seulement pour formuler ses observations, et qu'à ce moment-là, les deux organismes devaient en outre présenter des exposés devant le Comité budgétaire et financier du Conseil d'administration.

5. Bien qu'il soit impossible d'aborder dans le détail tous les points soulevés, M. Sacklowski tient cependant à répondre aux questions posées par le représentant de l'Inde. S'agissant des aspects positifs, le contrôle budgétaire s'est considérablement amélioré; le PNUD et le FNUAP ont conclu un accord sur les services financiers fournis par le PNUD au FNUAP; la Section de la trésorerie du PNUD est maintenant responsable des placements du FNUAP; le pourcentage des dépenses d'administration a été réduit. Il convient toutefois de noter que les dépenses au titre des projets et les dépenses d'administration n'augmentent pas toujours simultanément : l'augmentation des dépenses d'administration précède en général de deux ans environ l'accroissement du taux d'exécution. Côté négatif, le FNUAP ne devrait assurément pas appliquer un taux de 13 % pour le remboursement des frais généraux aux agents d'exécution si ce sont ses bureaux extérieurs qui assument tout le travail d'exécution des projets. Avant de prendre une décision à ce sujet, le FNUAP attend les résultats d'une étude sur la question des frais généraux réalisée actuellement par un groupe d'experts, avec une assistance du PNUD. La Division de l'information et des relations extérieures n'a pas toujours suivi les procédures normales pour la passation des marchés, mais on remédie actuellement à ces lacunes. Turner Broadcasting n'est pas une ONG, mais, en l'occurrence, les règles s'appliquant aux ONG paraissent plus appropriées que celles qui régissent l'achat de services de sociétés commerciales. Le FNUAP ne devrait pas entreprendre de projets financés par des fonds d'affectation spéciale tant que la totalité des fonds n'a pas été versée; les cas dans lesquels cela s'est passé en 1988 correspondaient à des situations urgentes et exceptionnelles.

6. M. GARRIDO (Philippines) estime qu'à moins de formuler des directives appropriées, la question de la démarcation entre les dépenses au titre des programmes et les dépenses d'administration continuera à se poser dans les prochaines années. Etant donné qu'il n'appartient pas au Conseil d'administration de formuler ces directives, on pourrait peut-être demander au Comité des commissaires aux comptes de le faire, non seulement pour le FNUAP, mais pour tous les organismes qui rencontrent des problèmes du même ordre.

7. M. NASSER (Egypte) souhaiterait savoir quelle part du budget total du FNUAP représentent les dépenses d'administration, et si le FNUAP considère cette proportion raisonnable.

8. M. UPTON (Royaume-Uni), tout en notant que des directives doivent être publiées sous peu, voudrait savoir pour quelles raisons 11 % seulement des rapports financiers pour 1988 ont été fournis, ce qui est tout à fait insatisfaisant. En outre, la pratique de certains gouvernements, qui consiste à retenir une fraction des traitements et indemnités dus au personnel local est absolument contraire aux politiques relatives aux projets d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies. Il conviendrait donc de fournir des précisions sur ce point, en indiquant en particulier les montants sur lesquels portent ces retenues et en précisant s'il s'agit d'une pratique très répandue.

9. M. SACKLOWSKI (Chef de la Division des finances, du personnel et de l'administration du Fonds des Nations Unies pour la population), répondant à la question du représentant des Philippines, dit que la catégorisation de projets donnés dépend, dans une certaine mesure, des décisions prises non par le FNUAP, mais par le Conseil d'administration. On pourrait peut-être résoudre le problème en imputant davantage de projets au budget administratif, étant donné qu'en général on se plaint plutôt du phénomène inverse. En ce qui concerne les différents objets de dépenses, on s'efforce d'ores et déjà d'élaborer des directives systématiques pour certains postes tels que la correspondance et les frais de voyage. Toutefois, M. Sacklowski n'est pas en mesure de se prononcer sur la suggestion tendant à ce que des directives détaillées soient formulées par le Comité des commissaires aux comptes, tant que la question de la normalisation des états financiers restera à l'étude.

10. En réponse à la question du représentant de l'Egypte, il indique que d'après les chiffres tels qu'ils s'établissaient en juin 1989, les dépenses d'administration représentent environ 19 % du montant total du budget. Ce pourcentage est différent de celui de 28,9 % indiqué dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes, qui comprend à la fois les dépenses d'administration du FNUAP et les frais généraux de deux agents d'exécution. La part de l'ensemble des dépenses d'administration dans le budget du FNUAP a diminué, passant de 31,3 % en 1987 à 28,9 % en 1988.

11. Les directives mentionnées par le représentant du Royaume-Uni sont conçues pour les ONG plutôt que pour les gouvernements dans leur capacité d'agent d'exécution des programmes du FNUAP; or ce sont ces derniers qui ont fourni seulement 11 % des rapports financiers qu'ils doivent normalement présenter. Au cours des discussions sur les états financiers du PNUD, on a suggéré que les gouvernements ne soient pas autorisés à faire office d'agent d'exécution s'ils ne fournissent pas d'états financiers vérifiés. De l'avis de certains, peut-être est-ce là trop demander aux gouvernements, mais de nombreuses ONG, en particulier celles qui se trouvent dans les pays développés, devraient assurément être en mesure de fournir des états dûment vérifiés. En ce qui concerne les retenues de traitement, le FNUAP a connaissance de problèmes de ce genre dans deux pays. Il n'est absolument pas satisfait de cette situation mais il espère que le PNUD, qui est de loin la plus importante des deux organisations, prendra l'initiative pour y remédier. Les discussions se poursuivent sur la question.

12. M. MILES (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), dit que l'UNRWA accordera la plus grande attention aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes et aux observations qui ont été formulées.

13. S'agissant de la recommandation du Comité selon laquelle les recettes et les dépenses du Fonds d'assistance scolaire bénévole devraient être pleinement et régulièrement comptabilisées dans les états relatifs aux fonds destinés à des projets, et qu'une distinction devrait être faite entre les sources de recettes, M. Miles explique que, plusieurs années auparavant, des directeurs d'écoles et des enseignants actifs et engagés se sont joints à des parents pour inciter la communauté à s'intéresser aux écoles locales et ont constitué de petits fonds grâce auxquels ils ont financé de modestes améliorations du cadre scolaire, ou ont acheté des articles que l'UNRWA n'était pas en mesure de fournir. Ces fonds provenaient de contributions volontaires versées par la communauté, ainsi que de petits loyers perçus pour l'octroi de concessions à des vendeurs de nourriture et de sucreries installés dans le périmètre des écoles. Le principe s'étant répandu dans l'ensemble du réseau scolaire de l'UNRWA, les petits fonds se sont multipliés.

14. Dans son rapport sur les comptes pour 1986, le Comité des commissaires aux comptes avait relevé que ces fonds n'étaient pas comptabilisés dans les états financiers et il avait recommandé que des instructions financières et techniques précises concernant les contributions scolaires et le produit de la location de locaux à usage de cantines soient publiées, et que l'on veille à ce que ces fonds soient correctement comptabilisés. Comme suite à cette recommandation, l'UNRWA a inclus dans l'état relatif aux fonds destinés aux projets un poste couvrant tous ces fonds, et a publié des instructions, avec effet au 1er janvier 1988, pour que ces fonds soient correctement comptabilisés et contrôlés. En 1989, le Comité des commissaires aux comptes a fait part de sa préoccupation quant au mode de comptabilisation de ces fonds. L'UNRWA, qui a déjà établi une distinction entre les deux sources de recettes dans sa comptabilisation interne, examinera attentivement les autres recommandations du Comité, en particulier en ce qui concerne le renforcement des contrôles. Toutefois, si l'on soumet ces fonds communautaires extrêmement modestes à des contrôles aussi rigoureux que ceux dont font l'objet les autres dépenses de l'UNRWA, on risque de rendre leur mode de fonctionnement si lourd qu'ils n'intéresseront plus personne et disparaîtront rapidement. Il faut donc trouver le moyen d'instituer un certain contrôle sans pour autant compromettre la participation communautaire.

15. Le Comité des commissaires aux comptes a également critiqué la gestion de la Caisse de prévoyance du personnel régional, question qui a suscité des commentaires de la part des représentants de la France, de l'Inde, du Bangladesh et des Etats-Unis. On a appelé l'attention sur l'augmentation des dépenses d'administration et des honoraires payés aux sociétés de gestion des placements au cours des trois années précédentes, et on a critiqué la décision de nommer un curateur général ainsi que la façon dont les honoraires des sociétés de gestion avaient été calculés. Les avoirs de la Caisse s'élèvent actuellement à environ 440 millions de dollars et constituent l'unique source de prestations de retraite pour le personnel régional de l'UNRWA. En vertu de la disposition 106.1, article 20 du règlement du personnel applicable au personnel régional, le

(M. Miles)

Commissaire général de l'Office est responsable de la gestion de la Caisse. Toutefois, en pratique, la situation a évolué au fil des ans et il existe maintenant un Comité consultatif de la Caisse de prévoyance qui est chargé de conseiller le Commissaire général sur tous les aspects relatifs au fonctionnement de la Caisse, y compris l'administration générale, le contrôle et les placements. Parallèlement, la participation du personnel au Comité consultatif a augmenté; actuellement, sur les 12 membres du Comité, six sont des représentants du personnel. Le Comité prend ses décisions par consensus et, en général, la position de l'Administration ne va pas à l'encontre des vœux des représentants du personnel. Toute critique adressée à l'Administration doit donc également concerner le Comité consultatif de la Caisse de prévoyance, et toute mesure corrective doit être élaborée par l'intermédiaire du Comité, avec l'accord du personnel. Concrètement, le Commissaire général ne peut pas simplement prendre la décision de modifier les arrangements administratifs ou les contrôles existants.

16. Afin d'améliorer la gestion et les résultats de la Caisse, l'UNRWA avait commandé en 1985 une étude à un consultant. Celui-ci avait recommandé que l'on réorganise complètement la Caisse en désignant un curateur général et en mettant en place un nouveau système de sélection et de contrôle des sociétés de gestion qui seraient responsables chacune d'une part du portefeuille de la Caisse, correspondant à un secteur de placement précis. En 1987, sur la recommandation d'un sous-comité de la Caisse de prévoyance, le Commissaire général a désigné un établissement particulier comme curateur général. Entre-temps, toutefois, les représentants du personnel avaient décidé de ne pas appliquer l'autre partie de la recommandation du consultant concernant le mode de sélection des sociétés de gestion. L'ancien système est donc resté en vigueur, si bien qu'un élément crucial du train de mesures recommandées par l'expert faisait défaut; dans ces conditions, il était impossible que le nouveau système donne les résultats escomptés. C'est pourquoi l'UNRWA ne peut souscrire à l'opinion selon laquelle les résultats obtenus par le curateur général n'ont pas répondu aux attentes.

17. Pour ce qui est de l'avenir, l'UNRWA a des difficultés à souscrire à la suggestion selon laquelle le curateur général devrait être remplacé par un groupe spécial au sein de l'Office lui-même. En effet, outre le contrôle des sociétés de gestion, le curateur général assure aussi la garde des titres et il vérifie les transactions qui s'effectuent dans le monde entier. De telles fonctions dépassent largement la capacité de l'Office; les sociétés spécialisées, qui disposent d'une infrastructure mondiale, sont les mieux placées pour s'en acquitter. Il n'est pas non plus souhaitable que les sociétés de gestion assument à nouveau les fonctions de curateur général; cet arrangement n'avait pas donné de résultats satisfaisants auparavant et il est actuellement illégal dans l'un au moins des principaux pays dans lesquels sont placés les avoirs de la Caisse de prévoyance. L'UNRWA croit par ailleurs comprendre que c'est une pratique courante pour les caisses de pension, y compris la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, de faire appel aux services d'un curateur. L'UNRWA négocie actuellement avec le curateur général en titre et espère que ces négociations se traduiront par une réduction substantielle d'honoraires, compte tenu du fait que les responsabilités du curateur sont plus limitées que prévu. L'UNRWA continuera également d'examiner la gestion

(M. Miles)

de la Caisse, en particulier les honoraires facturés par les sociétés de gestion et les services qu'elles fournissent.

18. En ce qui concerne la comptabilisation des engagements non réglés, les représentants de la France et de l'Inde se sont référés aux observations du Comité des commissaires aux comptes, qui a souligné que les pratiques actuelles risquaient de conduire à une surestimation des dépenses et a recommandé de modifier ces pratiques. L'UNRWA partage les craintes du Comité des commissaires aux comptes quant aux possibilités d'abus dans la comptabilisation des engagements non réglés et entend préciser aux responsables de la gestion la distinction entre éléments de passif, engagements et reports budgétaires. Toutefois, l'Office a fait savoir clairement qu'il ne pouvait souscrire aux vues du Comité des commissaires aux comptes selon lesquelles seuls les biens et les services effectivement fournis devraient être comptabilisés en dépenses. Comme le PNUD et d'autres organismes, l'UNRWA considère que les biens et services commandés, mais non encore livrés ou fournis, constituent un engagement dont il doit être tenu compte dans les dépenses de l'année. Comme l'a suggéré le PNUD, cette question, vu son importance, devrait être abordée lors des discussions sur la normalisation des pratiques comptables au sein du système des Nations Unies.

19. M. GARRIDO (Philippines) juge bien élevés les honoraires versés aux responsables des placements, ainsi que leurs frais de voyage et de subsistance; il souhaiterait connaître, pour comparaison, les dispositions prises par les autres institutions des Nations Unies, notamment par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

20. Pour ce qui est de la comptabilisation des engagements non réglés, M. Garrido pense comme le Comité des commissaires aux comptes que les biens et les services commandés mais non encore livrés ne doivent pas être considérés comme des dépenses.

21. M. GUPTA (Inde) rappelle que la question des honoraires versés au curateur est actuellement à l'examen, mais il lui semble que l'Office de secours et de travaux ne s'intéresse pas particulièrement à ses résultats. Il ressort clairement du paragraphe 39 du rapport du Comité des commissaires aux comptes que le curateur a failli à toutes les tâches que l'on attendait de lui, comme il est précisé au paragraphe 38. Le rendement des placements a été en 1988 le plus faible depuis 1984 et les résultats d'ensemble sont désastreux si on les compare avec ceux de la Caisse commune des pensions. M. Gupta souhaiterait savoir si l'on cherche à corriger cette situation.

22. M. UPTON (Royaume-Uni) dit espérer que l'Office de secours et de travaux regrette le libellé de la dernière phrase du paragraphe 42 du rapport du Comité des commissaires aux comptes. Il semblerait qu'un nouveau cartel soit en voie de se constituer. On aimerait être sûr que l'examen en cours sera poursuivi sur la base des résultats effectifs, et non sur celle des avantages que peuvent tirer des placements ceux qui en ont la responsabilité.

23. M. MILES (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient), répondant au représentant des Philippines, déclare qu'il ne lui appartient pas d'émettre une opinion sur l'importance des honoraires versés aux responsables des placements. Ils sont en effet calculés à partir des soumissions présentées par un certain nombre de cabinets spécialisés et examinées par le Comité consultatif. Les frais de voyage et les indemnités de subsistance sont entrés en ligne de compte au moment de l'examen de ces offres.

24. La question des engagements non réglés est loin d'être simple et d'autres institutions connaissent d'ailleurs le même problème. Il faut espérer qu'elle pourra être résolue en collaboration avec ces autres institutions.

25. La question des honoraires du curateur, à laquelle le représentant de l'Inde a fait allusion, est en cours de révision, dans le cadre de l'examen général auquel il est actuellement procédé. Le système proposé, dont une partie seulement a été adoptée, simplifierait le contrôle exercé sur les responsables des placements et permettrait de réduire et leurs responsabilités et leurs honoraires. Le Comité consultatif n'en prêtera pas moins, au cours de son examen, une attention particulière au contrôle des responsables des placements. Pour ce qui est de la faiblesse des résultats, le rendement global des placements en 1988 se dégage à 9,4 %, et le rendement par responsable oscille entre 7,2 et 11,8 %. On a eu recours au curateur dans le cadre d'une proposition d'ensemble, qui n'a pas été adoptée, et on s'efforce actuellement d'élaborer un meilleur système. L'Office reste persuadé que les services d'un curateur restent indispensables, quel que soit le système envisagé, dans la mesure où il n'a pas lui-même les moyens d'assumer les fonctions correspondantes.

26. Le représentant du Royaume-Uni a évoqué la question des honoraires, dont il est question au paragraphe 42 du rapport du Comité des commissaires aux comptes. Qu'il soit assuré que les sociétés de gestion seront à l'avenir choisies eu égard à leurs compétences et aux résultats qu'on peut attendre d'elles.

27. M. DOO KINGUE (Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche), se référant aux observations faites par le porte-parole de la Communauté économique européenne et le représentant du Ghana, selon lesquelles les paragraphes 19 et 20 du rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/44/5/Add.4, sect. II) - qui donnent l'impression qu'en 1988, le budget de l'UNITAR a été en déficit et que le Directeur général a dépensé plus que ce qui était approuvé - souhaiterait faire la lumière sur la situation.

28. A sa vingt-sixième session, tenue au mois d'avril 1988, le Conseil d'administration de l'UNITAR a adopté un budget équilibré, au niveau de 1 069 700 dollars. Ce faisant, il a décidé que si les recettes n'atteignaient pas le montant prévu, le Directeur général consulterait le Président du Conseil avant de réduire en conséquence les dépenses approuvées; si des ressources supplémentaires étaient disponibles, le Directeur général serait autorisé à exécuter les deux projets de formation qu'il avait été contraint d'annuler pour équilibrer le budget, à savoir le cours régional de formation et de perfectionnement en droit international pour l'Amérique latine et les Caraïbes et le séminaire à l'intention des nouveaux membres des missions permanentes à Genève.



(M. Doo Kingue)

Les recettes ayant augmenté de 24 % (passant de 1 069 700 dollars à 1 330 128 dollars), le Conseil d'administration s'est réuni le 13 septembre 1988 et a approuvé un budget révisé où les dépenses atteignaient 1 273 571 dollars, dégagant un excédent budgétaire de 56 557 dollars. Cet excédent a servi à réduire l'endettement de l'UNITAR à l'égard de l'ONU.

29. Contrairement à l'impression que laisse le rapport du Comité des commissaires aux comptes, le Directeur général n'a donc pas outrepassé les pouvoirs que lui a confiés le Conseil d'administration en matière budgétaire. De surcroît, le budget de 1988, loin d'avoir été déficitaire, a été excédentaire. Comme l'en avait prié le Conseil d'administration, le Directeur général a constamment tenu le Président du Conseil au courant de la situation financière de l'Institut, entre les réunions d'avril et de septembre 1988 du Conseil.

30. Le représentant du Canada s'est référé à la nécessité de ne pas engager de dépenses pour un projet avant d'avoir reçu le financement du projet en question. Ce principe s'applique à la plupart des projets financés par des dons à des fins spéciales. Il n'y a eu de problème à ce sujet qu'avec le PNUD, parce que l'UNITAR n'est pas encore agent d'exécution du Programme. Le Secrétaire général a demandé à l'Assemblée générale d'autoriser l'UNITAR à le devenir; un tel statut lui permettrait en effet de recevoir du PNUD, tous les trimestres, les sommes requises pour l'exécution des projets des trois mois suivants. A l'heure actuelle, l'Institut est un sous-traitant du bureau du PNUD des services d'appui aux projets, qui exige que l'Institut avance une somme de l'ordre de 20 à 50 % du coût du projet, somme qui n'est remboursée qu'après l'exécution de celui-ci. Il faut espérer que l'Assemblée générale approuvera la demande du Secrétaire général, soutenue par le Conseil d'administration de l'UNITAR et le Comité des commissaires aux comptes.

31. Le représentant de l'Inde a demandé des éclaircissements sur l'octroi de 30 000 dollars à un membre associé de l'UNITAR par une fondation privée. Le montant en question concerne un projet de recherche figurant au programme de travail de l'UNITAR pour les années 1988 et 1989. Avec l'approbation du Directeur général, le financement de ce projet a été négocié au nom de l'Institut par ce membre associé, étant entendu que la contribution financière en question parviendrait à l'Institut par l'intermédiaire du Comité des Etats-Unis pour l'UNITAR, ce qui permettrait à la fondation privée américaine qui la fournissait de défalquer de ses revenus imposables le montant de cette contribution. Mais cette fondation privée, mal renseignée, a versé sa contribution directement au membre associé, pour s'assurer qu'elle serait exonérée d'impôt. Il a été entendu d'une part que l'UNITAR prélèverait 13 % au titre de frais d'exécution du projet, comme l'avait décidé l'Assemblée générale dans sa résolution 42/197, et que, d'autre part, les frais encourus par l'Institut au cours de l'exécution du projet lui seraient remboursés. Les 13 % de frais d'exécution ont déjà été versés et les autres frais encourus seront remboursés au fur et à mesure, sur présentation de justificatifs.

32. M. Doo Kingue regrette les modalités de financement de ce projet, mais tient à assurer la Commission que toutes les précautions ont été prises pour sauvegarder les intérêts de l'Institut. Le personnel a reçu l'instruction de refuser dans

/...

(M. Doo Kingue)

l'avenir les offres de ce genre. Le membre associé a pu d'ailleurs négocier un financement complémentaire du projet en respectant scrupuleusement ces instructions. D'autres projets de recherche sont également en voie de négociation selon les mêmes principes.

33. En conclusion, M. Doo Kingue attire l'attention de la Commission sur une pratique récente du Comité des commissaires aux comptes qui préoccupe l'Institut. L'année précédente, celui-ci a fait l'objet de deux audits de la part des commissaires aux comptes, parce qu'il y avait eu changement d'équipe de vérificateurs. La première inspection a eu lieu en mars-avril, la seconde en novembre. On a expliqué que cette deuxième opération était organisée pour permettre à la nouvelle équipe de se familiariser avec les problèmes de l'UNITAR. Cependant, pendant l'année en cours, l'UNITAR a fait l'objet de deux audits encore, par la même nouvelle équipe de commissaires, la première en mars-avril, la deuxième ayant à peine commencé. La question vaut d'être soulevée, non que l'Institut craigne les inspections, mais parce qu'avec un petit budget et un personnel réduit, deux audits par an occupent beaucoup de temps que l'on pourrait consacrer à la préparation et à la réalisation du programme. En plus, c'est l'Institut qui paie le coût des travaux, qui ne cesse d'augmenter. Il faut donc espérer que la Commission pourra faire quelque chose pour soulager l'Institut sur ce plan.

34. M. UPTON (Royaume-Uni) voudrait savoir si des mesures disciplinaires ont été envisagées à l'encontre des responsables des lacunes de la comptabilité signalées au paragraphe 13 du rapport du Comité des commissaires aux comptes. Il souhaiterait également savoir si les états financiers finals dont il est question au paragraphe 40 ont été reçus.

35. M. BOUR (France) déclare que si les problèmes de comptabilité auxquels se heurte l'UNITAR peuvent être résolus par le statut d'agent d'exécution, l'Assemblée générale doit prendre, sans plus attendre, les mesures qui s'imposent.

36. M. GARRIDO (Philippines) fait remarquer que dans les administrations de certains pays, les fonctionnaires sont tenus personnellement et financièrement responsables des décaissements excédentaires par rapport aux allocations de crédit ou des découverts, et se demande s'il en va de même à l'ONU.

37. M. DOO KINGUE (Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche), répondant aux points soulevés par le représentant du Royaume-Uni, dit que le problème posé au paragraphe 13 du rapport des commissaires aux comptes remonte à une époque où il n'était pas encore à la tête de l'UNITAR, si bien qu'il ne peut donner des informations de première main à ce sujet. S'agissant du cas évoqué au paragraphe 40 du rapport, le donateur a demandé à l'UNITAR de transférer le fonctionnaire concerné à un autre organisme une fois son travail accompli. Ce transfert, décidé par un échange de lettres entre l'Institut et le donateur, portait aussi sur le solde des fonds une fois le projet achevé. L'UNITAR n'a donc pas jugé nécessaire à l'origine d'établir un état financier final distinct, mais il l'a fait après, suite aux observations des commissaires aux comptes.

(M. Doo Kingue)

38. M. Doo Kingue est heureux de voir que la délégation française appuierait l'octroi à l'UNITAR du statut d'agent d'exécution du PNUD.

39. Les fonds de l'Institut étant administrés par le Secrétariat de l'ONU, un fonctionnaire de ce dernier serait mieux placé pour répondre à la question posée par le représentant des Philippines. Il convient de garder à l'esprit, cependant, que des donateurs pour le compte desquels l'Institut gère des sommes importantes promettent parfois des fonds pour de nouveaux projets; refuser tout engagement de dépenses avant que ces fonds supplémentaires soient officiellement alloués à ces projets pourrait passer pour un manque de courtoisie.

40. M. GARRIDO (Philippines) précise que sa question ne visait aucunement M. Doo Kingue en personne mais qu'il pensait simplement que, de manière générale, des mesures disciplinaires doivent être prises contre ceux qui violent délibérément le règlement financier et les règles de gestion financières de l'Organisation.

41. M. UPTON (Royaume-Uni) dit que, lui non plus, ne visait aucunement la personne du Directeur général. Cela étant, il conviendrait de ne pas laisser se renouveler ces cas de disparitions de pièces justificatives, où que ce soit aux Nations Unies.

42. M. SAMBA (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) explique que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a mis sur pied un "groupe de contact pour la vérification des comptes" chargé de déterminer les mesures à prendre pour remédier aux déficiences critiquées de temps à autre dans les rapports des commissaires aux comptes. Le HCR regrette vivement l'incident sur lequel le représentant de la France a appelé l'attention, encore que le Haut Commissariat a été le premier à déceler le problème et a immédiatement demandé une vérification interne des comptes en bonne et due forme. L'agent d'exécution concerné ne travaille plus pour le HCR et, en fait, n'existe même plus.

43. Le HCR traverse une phase cruciale et une passe financière difficile qui lui imposent d'élargir sa base de ressources. Des discussions ont eu lieu au début de 1989 à propos des possibilités de collecte de fonds par des moyens non classiques, combinant la publicité directe et l'information du public, ce qui suppose à la fois de l'innovation et des investissements. Des contacts ont été pris avec les donateurs susceptibles d'appuyer ce projet et une proposition sera probablement présentée au Comité exécutif à sa session en cours. Le Comité devrait aussi être saisi d'un projet d'accord type avec les pays hôtes.

44. En réponse au point soulevé par le représentant de l'Ukraine, M. Samba précise que ni les membres de la Division de la vérification interne des comptes ni les vérificateurs extérieurs ne sont invités normalement aux réunions du Comité exécutif, mais que tous les documents administratifs et financiers du HCR sont mis à leur disposition.

45. Mme OLDFELT HJERTONSSON (Suède) rappelle à la Commission que les questions posées par les pays nordiques n'ont toujours pas reçu de réponse.

46. M. SAMBA (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) confirme que toutes les dépenses du HCR, qu'il s'agisse de programmes généraux ou spéciaux, figurent dans les comptes annuels. En vertu des règles de gestion financière applicables au HCR, ces comptes annuels sont présentés au Comité des commissaires aux comptes de l'ONU puis transmis, après certification, au Comité exécutif. Les comptes du HCR sont aussi vérifiés par la Division de la vérification interne des comptes de l'ONU.

47. Mme OLDFELT HJERTONSSON (Suède) dit que les pays nordiques espèrent aussi entendre, le moment venu, la réponse du Président du Comité des commissaires aux comptes.

48. M. BOUR (France) soutenu par M. GARRIDO (Philippines), regrette qu'aucun représentant de l'UNICEF ne soit présent pour débattre des comptes du Fonds, suite à la décision prise par le Conseil d'administration de l'UNICEF. Il espère que les délégations accepteront la proposition tendant à ce que le Comité des commissaires aux comptes fasse rapport à l'Assemblée générale sur ses principales conclusions relatives aux comptes de l'UNICEF.

49. M. GOMEZ (Contrôleur) s'excuse auprès de la Commission pour la publication tardive de la documentation relative à ce point. Ce retard est en partie imputable au fait que la documentation en question nécessite des apports provenant de nombreux bureaux et lieux d'affectation, mais aussi aux perturbations particulièrement sérieuses provoquées cette année par les redéploiements de personnel et les exigences des multiples opérations de maintien de la paix.

50. Le Contrôleur partage l'avis des délégations quant à l'importance de la pleine responsabilité financière. Ayant pour principale préoccupation d'assurer l'efficacité de la gestion et des contrôles financiers, il ne ménagera aucun effort pour veiller à ce que les ressources fournies par les Etats Membres soient toujours utilisées à bon escient.

51. M. Gomez a été informé que le représentant du PNUD au Viet Nam a reçu pour instruction de veiller à assurer l'équilibre approprié entre les langues utilisées dans les cours de l'école des Nations Unies dans ce pays.

52. S'agissant de la question soulevée par le représentant du Royaume-Uni à propos des comptes de l'UNITAR, M. Gomez a été avisé que ce problème, qui concerne un projet exécuté au Sénégal, n'a pas trait à des pertes financières mais plutôt au fait que des dépenses n'ont pas été certifiées comme il se doit, faute d'effectifs suffisants sur le terrain.

53. Le représentant du Japon s'étant dit inquiet de voir que des soldes non utilisés sont comptabilisés en tant que sommes à payer au 31 décembre 1988, M. Gomez donne l'assurance à la Commission que les engagements non réglés ne sont - et ne continueront d'être - comptabilisés en tant que sommes à payer que pour les opérations de maintien de la paix et les activités de coopération technique. Il donne en outre l'assurance au représentant de la France que l'ONU a procédé à l'examen mentionné dans la résolution 43/216.

(M. Gomez)

54. Le représentant du Japon ayant aussi demandé quand les opérations de compression des effectifs et de restructuration seraient achevées et le programme de recyclage mis en place, M. Gomez dit que la restructuration du Secrétariat, dans ses aspects qui relèvent de la compétence du Secrétaire général, est à présent pratiquement achevée mais qu'elle ne peut l'être vraiment que lorsqu'un certain nombre d'organes intergouvernementaux auront pris les décisions qui relèvent de leur compétence. La Commission pourra débattre plus en détail de la question lorsqu'elle abordera le point relatif aux questions de personnel.

55. La délégation des Etats-Unis a proposé de réviser en fin d'année le taux de change pratiqué pour les opérations des Nations Unies, afin de faire ressortir les gains et pertes de change dans les états financiers. Le Comité consultatif pour les questions administratives a jugé que la réévaluation d'un ou deux éléments parmi tous les éléments de l'actif et du passif qui figurent dans un bilan poserait des problèmes de cohérence, la réévaluation de l'ensemble des éléments étant quant à elle extrêmement difficile. Le CCQA a estimé que la meilleure façon de procéder serait peut-être d'ajouter aux états financiers une note indiquant la valeur des actifs en question aux taux de change en vigueur au mois de janvier lorsqu'il existe une différence significative entre ce taux et celui de décembre.

56. Le Président du Comité des commissaires aux comptes répondra à la question posée par la délégation égyptienne à propos du mandat du Comité. M. Gomez tient à préciser en attendant que ce mandat engage aussi l'ONU.

57. L'ONU dispose déjà de moyens suffisants pour assurer le respect de son règlement financier et de ses règles de gestion financière. En vertu de la règle 114.1, et d'autres règles analogues régissant les contributions volontaires, tous les fonctionnaires de l'Organisation sont responsables devant le Secrétaire général de la régularité des mesures ou décisions qu'ils prennent dans l'exercice de leurs fonctions. Tout fonctionnaire qui prend une mesure ou une décision contraire au règlement financier et aux règles de gestion financière ou aux instructions administratives pertinentes peut être - et est - tenu personnellement et financièrement responsable des conséquences de ses actes.

58. Un certain nombre de délégations se sont dites intéressées par le rapport du Secrétaire général sur la normalisation de la présentation des états financiers et des politiques comptables [A/44/537], dont les tableaux 1 et 2 contiennent une analyse comparative des modes de présentation des états financiers et des pratiques comptables des organismes et programmes dont les comptes sont vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU. Ces tableaux font apparaître plus de similitudes que de différences, ces dernières étant apparues pour plusieurs raisons, l'une étant la diversité des activités de ces organismes et l'autre le fait que certains sont plus novateurs que d'autres dans leurs pratiques comptables et financières.

59. Dans son rapport oral sur ledit rapport, le Président du Comité consultatif a indiqué que le CCQAB pensait que l'ONU devrait prendre la tête de l'action tendant à explorer d'autres possibilités de changement dans la présentation de ses états financiers et dans ses pratiques comptables. L'Administration a pris dûment note de cette recommandation. Dans ce cadre, l'ONU compte examiner de près la manière

/...

(M. Gomez)

dont d'autres organisations du système ont entrepris de faire en sorte que les rapports et états financiers présentent un exposé complet, clair et véridique des comptes en respectant les principes généraux de simplicité et d'utilité. Ce faisant, l'Organisation tirerait parti de l'expérience acquise par les autres tout en donnant à ces derniers la possibilité de tirer parti de ses propres initiatives à cet égard. Le CCQA continue de se pencher périodiquement sur les questions comptables et financières, en particulier dans le cadre des travaux du Groupe des vérificateurs externes.

60. Le Président du CCQAB a aussi fait remarquer qu'il y a une distinction importante à établir entre la normalisation et l'harmonisation des politiques comptables et la normalisation et l'harmonisation des politiques financières. Il est toujours possible de faire en sorte que les rapports financiers et les comptes suivent la même structure générale et que les politiques comptables soient harmonisées le plus possible mais il est bien plus difficile de faire en sorte que les politiques financières qui sont à la base de ces rapports et comptes soient harmonisées entre les différents organismes des Nations Unies. Fort heureusement, l'Organisation dispose d'un règlement financier bien conçu et d'un ensemble judicieux de règles de gestion financière qui servent de base aux règles et règlements connexes du PNUD, de l'UNICEF et des autres organismes qui disposent de leur propre réglementation. Une tendance à l'unification se manifeste au sein du système et les différents organismes procèdent à un échange d'informations non seulement sur le règlement financier mais également sur les instructions qui régissent l'application de ce règlement, et se consultent régulièrement. Les organismes des Nations Unies sont aussi conscients que ces instruments doivent évoluer en cas de besoin. Il faut espérer que, sous le regard vigilant du Comité des commissaires aux comptes, les politiques financières de tous les organismes et programmes des Nations Unies évolueront de manière cohérente tout en conservant leur clarté d'application et leur aptitude à répondre pleinement aux vœux des Etats Membres.

61. M. DANKWA (Ghana) dit que sa délégation a l'intention d'aller jusqu'au fond de la question de la responsabilité financière à la session en cours. Il demande si l'Organisation des Nations Unies possède des directives énonçant clairement les sanctions à appliquer en cas de violation du règlement financier de l'Organisation, analogues à celles qui existent dans la plupart des systèmes nationaux.

62. M. INOMATA (Japon) ne comprend pas bien la position du Secrétaire général concernant l'examen de la situation contractuelle des fonctionnaires, telle qu'elle est décrite au paragraphe 14 de son rapport sur l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif (A/44/541) et selon laquelle il conviendrait de revoir la recommandation 45 du rapport du Groupe d'experts de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies une fois achevées les opérations de compression et de restructuration. Ceci semble vouloir dire qu'à moins que l'Assemblée générale ne prenne une autre décision sur la question, aucun changement ne sera apporté à la situation actuelle. De l'avis de la délégation

/...

(M. Inomata, Japon)

japonaise, la recommandation 45 devrait être appliquée parce que, en ce qui concerne le Secrétariat, ces opérations sont achevées.

63. Le Contrôleur a rappelé à la Commission la distinction à établir entre la normalisation des politiques financières et la normalisation de la présentation des états financiers. Les politiques comptables et les politiques financières sont deux choses différentes. A la fin de sa déclaration, le Contrôleur a mis l'accent sur l'homogénéité des politiques financières dans le système des Nations Unies, où toutes les organisations appliquent des règlements financiers et des règles de gestion financière pratiquement identiques. La principale question qui se pose, par conséquent, consiste à savoir comment améliorer les objectifs financiers visés par le règlement financier et les règles de gestion financière : comment est-il possible, par exemple, de garantir la responsabilité financière, d'assurer une utilisation efficace et économique des ressources et de renforcer l'efficacité administrative. Lorsqu'elle examine les rapports du Comité des commissaires aux comptes, la Commission ne s'occupe pas seulement de questions de vérification financière, mais également de questions de contrôle de gestion, qui semblent connaître une vague croissante dans tout le système des Nations Unies. Il y a lieu d'espérer, par conséquent, que dans le cadre des efforts déployés actuellement pour assurer la normalisation des politiques financières, il sera tenu compte des vues exprimées, en particulier en ce qui concerne les améliorations de la gestion. Les discussions qui auront lieu à ce sujet pourraient peut-être servir de base pour identifier les principaux éléments du cadre pour la normalisation des politiques financières que l'Administration envisage.

64. M. BOUR (France) ne trouve pas très convaincantes les explications fournies par le Contrôleur au sujet du retard survenu dans la publication des documents relatifs à la question à l'examen. En ce qui concerne la question des engagements non réglés, il note que l'étude demandée par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/216 n'a pas encore été achevée. Le Secrétariat ne devrait donc pas prendre de décision sur le maintien ou l'abandon du système actuel avant de disposer des résultats de cet examen. La normalisation de la présentation des états financiers et la normalisation des procédures comptables devraient aller de pair. Il faudrait simplifier la présentation des états financiers pour accroître la transparence et la précision des comptes des organismes du système des Nations Unies. Il faudrait également prendre des mesures pour que les organes directeurs concernés adoptent des principes financiers identiques. Pour le moment, comme la plupart des organismes considérés dépendent directement de l'Organisation des Nations Unies, c'est le règlement financier de l'Organisation qu'il convient d'appliquer.

65. M. NASSER (Egypte) dit que la liste contenue dans le rapport du Secrétaire général publié sous la cote A/44/537 a été établie comme suite à la question qu'il a posée au sujet du mandat régissant la vérification des comptes des organismes des Nations Unies. Une question connexe consiste à déterminer si ce mandat risque d'être modifié du fait de l'adoption de la résolution 43/216 de l'Assemblée générale. Le représentant de l'Egypte souhaiterait entendre les vues du Président du Comité des commissaires aux comptes avant de poser une question supplémentaire.

66. M. GOMEZ (Contrôleur), répondant à la question posée au sujet des honoraires versés par l'Organisation des Nations Unies pour l'administration, la gestion et la garde de ses placements, dit qu'en ce qui concerne les membres du Comité des placements de la Caisse des pensions, l'Organisation ne leur rembourse que les frais de voyage et l'indemnité de subsistance. Pour les conseils généraux qu'elle reçoit sur la gestion de ces fonds, elle verse des honoraires correspondant à 0,04 % de la valeur marchande des avoirs en jeu. Elle verse un autre montant correspondant à environ 0,04 % de la valeur de ces avoirs au titre de la garde des fonds. En outre, pour certaines transactions, une commission est ajoutée au coût portant sur des valeurs libellées dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis. En 1988, cette commission représentait environ 0,03 %. Dans l'ensemble, la Caisse des pensions verse donc au total des honoraires représentant au maximum 0,11 % de la valeur marchande de ses avoirs pour les services consultatifs et les services de garde fournis par des entités extérieures. Les membres de la Commission devraient garder ce chiffre à l'esprit lorsqu'ils font la comparaison avec d'autres caisses des pensions.

67. Répondant à la question posée par le représentant du Ghana, le Contrôleur dit qu'il existe assurément à l'ONU des procédures à appliquer en cas de violation délibérée du règlement financier et des règles de gestion financière. Il y a eu des cas de fraude dans le passé et il est toujours possible qu'il y en ait encore. On applique alors les procédures mises en place pour l'administration de la justice, qui restent elles-mêmes constamment à l'étude, et peuvent conduire à toutes sortes de pénalités, allant jusqu'au renvoi sans préavis, selon la gravité de la violation et les circonstances. Le mécanisme existant comprend la liste de conseils, le Comité paritaire de discipline et la Commission paritaire de recours. Au-dessus du Secrétaire général, il y existe un pouvoir judiciaire indépendant, le Tribunal administratif, tandis que certains cas relèvent de la compétence de la Cour internationale de Justice elle-même. Il arrive toutefois que certaines violations du règlement financier et des règles de gestion financière résultent d'erreurs ou de négligences plutôt que de fraude. Il est important de faire cette distinction, en particulier si l'on tient compte de la tendance observée au Tribunal administratif ces dernières années, dans des cas où il n'y a pas clairement eu faute de la part d'un administrateur mais où des principes d'équité étaient en jeu, de se prononcer en faveur de la partie lésée, généralement un fonctionnaire, et d'imposer une amende à l'Organisation. Le Bureau des affaires juridiques examine à l'heure actuelle la question de savoir si les cas de ce genre relèvent ou non des dispositions de la règle de gestion financière 114.1. Ceci soulève toutes sortes de questions intéressantes. On pourrait considérer, par exemple, que la notion d'équité s'applique également aux fonctionnaires et qu'il devrait peut-être y avoir un mécanisme permettant à l'Organisation de demander réparation du temps et de l'argent gaspillés à donner suite à des requêtes futiles concernant des plaintes ou des recours ou des demandes concernant un nouvel examen de décisions administratives.

68. Il convient également d'établir une distinction entre l'administration de la justice et le processus de restitution. Lorsqu'un cas de fraude, ou un cas moins grave d'erreur ou de négligence, vient à l'attention du mécanisme de contrôle, ce



(M. Gomez)

qui, tôt ou tard, finit presque toujours par arriver, et que l'Organisation a subi une perte, des mesures sont prises immédiatement en vue de la restitution intégrale des fonds manquants par prélèvement sur les ressources privées de l'agent certificateur. S'il est prouvé que la violation était intentionnelle, une autre série de mesures disciplinaires peut être engagée. Mais la restitution est immédiate. Le mécanisme de contrôle est forcément plus rapide que l'administration de la justice puisque, même dans les affaires administratives, il faut suivre une procédure régulière.

69. Le bon fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies elle-même et des organismes financés au moyen de contributions volontaires dépend d'un facteur fondamental : la confiance des Etats Membres et des particuliers qui, en tant que contribuables des Etats Membres, aident à les financer. Il faut beaucoup de temps pour gagner cette confiance, mais on peut la perdre très rapidement.

70. La question de la normalisation des politiques financières est directement liée au cadre existant pour la prise des décisions dans les différentes organisations concernées. Il ressort clairement du rapport du Secrétaire général (A/44/537) que les états financiers d'un grand nombre d'organismes des Nations Unies ne passent pas par le point de contrôle central de l'Organisation. En fait, ils ne lui sont soumis que dans deux cas. Si la Commission examinait, comme elle le devrait, la question de normalisation des pratiques de gestion, et par conséquent des objectifs en matière de gestion, il faudrait tôt ou tard qu'elle cherche à résoudre des questions concernant le pouvoir de décision, la responsabilité des organes intergouvernementaux, et les nominations. Le Contrôleur ne tient pas à procéder à un examen approfondi de cette question, qui est très complexe. Il estime toutefois que l'intérêt manifesté à l'heure actuelle pour la normalisation des politiques financières n'est pas passager. Il est lié à la question des moyens de gagner et de conserver la confiance des Etats Membres, qui joue un rôle si important pour l'Organisation des Nations Unies depuis sa création.

71. Pour ce qui est de savoir si les opérations de compression et de restructuration sont achevées, le Contrôleur fait observer que la Cinquième Commission n'a pas encore pris de décision sur le projet de budget-programme présenté par le Secrétaire général. Ce document rend compte des opérations de restructuration menées jusqu'à présent. Tant que ce processus n'a pas été confirmé par l'approbation des crédits correspondants, la restructuration reste incomplète. De plus, les instances intergouvernementales dans le domaine économique et social n'ont pas encore fourni leur apport. A sa dernière session, en juillet 1989, le Conseil économique et social a demandé au Secrétaire général de présenter un rapport, qui n'a pas encore été examiné par la Deuxième Commission. Il y a lieu d'espérer que la discussion débouchera sur un ensemble de décisions montrant que la réforme dans le secteur économique et social a progressé. Toutefois, tant que la situation dans ces deux secteurs n'est pas réglée, l'opération de compression se résume au fait que l'Assemblée générale, en approuvant le budget actuel, a décidé d'encourager le processus de compression des effectifs et de réforme engagé par le Secrétaire général, en réduisant le volume des fonds mis à sa disposition et en demandant des estimations révisées concernant les effectifs au 31 décembre 1989.

/...

A/C.5/44/SR.6

Français

Page 18

(M. Gomez)

mais, ce tableau d'effectifs réduit n'a pas encore été approuvé par la Cinquième Commission. Le Contrôleur considère par conséquent que, tant qu'il n'aura pas été pris de décision à cet égard, il ne pourra pas affirmer formellement que les Etats Membres ont approuvé le processus de réforme ou le budget correspondant.

La séance est levée à 13 h 10.